

Unité départementale de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 24/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE NORMANDIE

51, rue de la Bretonnière - BP 539
50105 Cherbourg-en-Cotentin

Références :2023-671
Code AIOT : 0005301837

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE NORMANDIE implanté Chantier/Shipyard 51, rue de la Bretonnière - BP 539 50105 Cherbourg-en-Cotentin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervint suite à une plainte pour nuisances sonores

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE NORMANDIE
- 51, rue de la Bretonnière - BP 539 50105 Cherbourg-en-Cotentin
- Code AIOT : 0005301837
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Constructions Mécaniques de Normandie est un chantier naval qui conçoit, développe et construit des navires de surfaces, et des ouvrages métalliques de grandes dimensions.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Instruction d'une plainte pour nuisance sonore

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection	Autre information
2	Bruits	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 42-I et IV	/	Sans objet
3	Eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Point de contrôle provenant d'une précédente inspection	Autre information
1	Bruits	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les 3 études d'impacts acoustiques engagées par CMN en 2023, ont mis en évidence une situation problématique à l'angle de l'atelier formage/chaudronnerie et de la nef B, nécessitant un plan d'actions renforcé, pour ramener les niveaux sonores à cet endroit dans les limites réglementaires autorisées:

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 4 (rubrique 2560)
Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de mesures
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : (...) - les résultats des mesures sur les rejets et le bruit des cinq dernières années ; (...)Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Trois études d'impacts acoustiques ont été présentées à l'inspection. Deux réalisées en janvier 2023 rue Leconte et à l'intérieur du site, à l'angle de l'atelier formage/chaudronnerie et de la nef B. La troisième en septembre de la même année, rue Leconte pour apprécier l'efficacité des mesures adoptées pour la circonstance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 42-I et IV (rubrique 2560)		
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs		
Prescription contrôlée :		
<u>I. Valeurs limites de bruit.</u>		
Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches

le bruit de l'installation)	fériés	et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

Des trois études d'impacts acoustiques réalisées par CMN sur l'année 2023, il ressort que :

1°) rue Leconte, suite au déplacement d'une sortie d'air de la nef Alu qui débouchait antérieurement dans cette rue :

- le niveau de bruit en limite de propriété respecte les valeurs limites réglementaires de 70 dB(A) de jour et 60 dB(A) de nuit ;
- le niveau de bruit ambiant (installation en fonctionnement), a baissé de l'ordre de 10 dB(A) en période nocturne, passant de l'ordre de 55 dB(A) à 44, l'émergence calculée de 5 dB(A) restant toutefois légèrement supérieure au 4 réglementaires, mais avec une émergence de l'indice fractile L50 de 3,5 dB(A).

2°) en limite de propriété industrielle, à l'angle formé par l'atelier formage/chaudronnerie et la NEF B, le niveau de bruit :

- est de l'ordre de 62 dB(A) de nuit, excédant de 2 dB la valeur limite réglementaire de 60 ;
- occasionne des émergences calculées en ZER de l'ordre de 9 dB(A) de nuit et 12 de jour, très supérieures aux 3 et 5 réglementaires.

CMN doit sous 3 mois, présenter à l'inspection un programme d'actions permettant de ramener le niveau de bruit en limite de propriété industrielle, comme les émergences en ZER, dans les limites réglementaires.

Une nouvelle campagne de mesure des niveaux sonores, à l'angle formé par l'atelier formage/chaudronnerie et la NEF B, devra attester de la pertinence des mesures adoptées.

A défaut des suites administratives pourront être proposées au préfet de la Manche.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19 (rubrique 2560)
Thème(s) : Risques accidentels, bassin de rétention,
Prescription contrôlée : V – Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : CMN doit, sous 3 mois, présenter à l'inspection un dispositif permettant de respecter cette prescription réglementaire. A défaut des suites administratives pourront être proposées au préfet de la Manche.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

-----<<<<0>>>>-----